

ANNEXE II

CHARTRE DU PROGRAMME DE PROMOTION DE L'EXPLOITATION CERTIFIEE DES FORETS

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE.....	2
CONTEXTE.....	2
DISPOSITIONS GENERALES ET ADMINISTRATIVES.....	3
DEFINITIONS.....	3
OBLIGATIONS DU PROGRAMME.....	4
ARTICLE 1 – OBLIGATIONS GENERALES.....	4
OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE.....	5
ARTICLE 1 – OBLIGATIONS GENERALES	5
ARTICLE 2 – OBLIGATIONS D'INFORMATION ET PRESENTATION DES RAPPORTS NARRATIFS ET FINANCIERS.....	5
ARTICLE 3 – RESPONSABILITE.....	6
ARTICLE 4 – CONFLIT D'INTERETS	6
ARTICLE 5 – CONFIDENTIALITE	6
ARTICLE 6 – VISIBILITE	6
ARTICLE 7 – PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS DE L'INTERVENTION ET DES EQUIPEMENTS	7
ARTICLE 8 – EVALUATION/SUIVI.....	7
ARTICLE 9 – PERIODE DE MISE EN ŒUVRE DE L'INTERVENTION, PROLONGATION, SUSPENSION, FORCE MAJEURE ET DATE D'ACHEVEMENT	8
ARTICLE 10 – RESILIATION DE LA CONVENTION	8
ARTICLE 11 – DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES DIFFERENDS.....	9
ARTICLE 12 – APPUI FINANCIER & COUTS ELIGIBLES	9
ARTICLE 13 – MODIFICATION DE LA CHARTRE	10
 APPENDICE 1	 11
APPENDICE 2	18

Préambule

Le Programme entend soutenir la COMIFAC dans la mise en oeuvre de son plan de convergence visant une meilleure gestion et conservation des forêts d'Afrique Centrale. L'objectif du programme est d'accroître l'exploitation certifiée des forêts dans le bassin du Congo aux fins de contribuer à l'amélioration des conditions pour la protection et l'utilisation rationnelles des ressources forestières.

Le Programme couvre principalement le Cameroun, leCongo, la RCA et la RDC.

Contexte

Au cours des 10 dernières années, le processus de certification a démarré et évolué de façon progressive dans le bassin du Congo. A présent, environ 5 millions ha de forêts (au Gabon, au Cameroun et en République du Congo) sont certifiés FSC.

Toutefois, les progrès observés dans la prise de conscience et surtout l'application d'une gestion durable en général sont encore lents. Il existe un manque de confiance ou d'intérêt à s'engager sur le long terme de la part de nombreuses entreprises. Les difficultés d'une mise en place effective et homogène de la gestion rationnelle des forêts productives du bassin du Congo sont entre autres :

- des structures étatiques dysfonctionnelles et une société civile très peu organisée, ce qui rend difficile la réalisation du processus consultatif qui est obligatoire pour la certification ; le coût élevé découlant de la prise en charge par les entreprises de fonctions (normalement) régaliennes, notamment dans le domaine du développement local, parce que la part des redevances forestières qui leur sont dues n'arrivent qu'exceptionnellement aux communautés riveraines ;
- la quasi inexistence de mesures de discrimination positives des états du bassin du Congo envers les concessionnaires qui s'engagent au-delà des obligations légales ;
- le manque de référentiel standard FSC régional ou national et un concept FHVC pas assez standardisé ;
- les faibles relations entre les acteurs du secteur et les problèmes de communication entre eux ;
- les contraintes techniques pas toujours maîtrisées (nécessité de faire appel à des prestataires extérieurs) ;
- les coûts liés à la préparation et à la mise en oeuvre des plans d'aménagement ainsi qu'à la certification, qui ne se reflètent pas suffisamment dans les prix obtenus sur les marchés internationaux, pour les produits certifiés.

Afin de répondre à cette problématique, le Programme prévoit un appui dans trois domaines d'intervention (« résultats » dans le langage du cadre logique de l'appendice B), à savoir :

- la mise en place de mécanismes techniques et formels ainsi que des conditions institutionnelles en appuyant la mise en place d'un cadre propice à la certification à travers les réseaux soutenant la certification et de donner un appui aux (nouveaux) acteurs privés et publiques ;
- l'amélioration de la qualité de l'exploitation industrielle des forêts. Il sera question pour ce volet de renforcer principalement les entreprises par le biais de formations et d'activités spécifiques liées à la certification. D'autres acteurs de la certification sont également éligibles au Programme.

A noter que les appuis ne pourront en aucun cas, induire un biais, une distorsion compétitive ou une subvention induite à une organisation.

- le renforcement de la communication sur l'exploitation industrielle durable : les résultats attendus sont la collecte d'informations scientifiquement fondées pour justifier ou améliorer les approches de la certification ; promouvoir la transparence dans l'exploitation certifiée des forêts ; informer le grand public et en particulier les communautés riveraines, rassembler les acteurs actifs dans la certification.

Dispositions générales et administratives

DEFINITIONS

<u>Programme</u> :	Accord de partenariat entre la COMIFAC et la KFW pour la promotion de l'exploitation certifiée des forêts.
<u>Maître d'ouvrage</u> :	la COMIFAC agit en qualité de Maître d'ouvrage ¹
<u>Maître d'œuvre</u> :	la cellule de gestion du Programme confiée au bureau d'études GFA Consulting group GmbH, agit en qualité de Maître d'œuvre ² .
<u>Bénéficiaire</u> :	entité légale qui bénéficie de l'appui du Programme
<u>Parties</u> :	le Bénéficiaire et le Programme sont les seules parties (« les Parties ») autorisées à signer une Convention qui doit être signée préalablement à toute intervention du Programme.
<u>Intervention</u> :	une intervention comprend une série d'activités éligibles par le Programme au titre de l'appui au Bénéficiaire.
<u>Convention</u> :	accord entre le Programme et le Bénéficiaire qui décrit l'Intervention, le budget total mis à disposition et le niveau de financement maximal que le Programme consent à apporter à chacune des activités éligibles.
<u>Secteurs ou thèmes</u> :	les secteurs ou thèmes spécifiques des interventions se rapportent aux objectifs du Programme.
<u>Couverture géographique</u> :	zone où Les activités peuvent être mises en œuvre.
<u>Types d'activités</u> :	le Bénéficiaire doit présenter une requête en lien avec les objectifs décrits au contexte.
<u>Activités non éligibles</u> :	activités que Le Programme ne peut pas soutenir.

¹ Etat ou personne morale de droit public ou de droit privé qui conclut ou au nom de qui est conclu le marché avec le Bailleurs de fonds.

² Service public, ou personne morale de droit public ou personne physique ou morale désignée par le maître d'ouvrage conformément au droit de l'état du maître d'ouvrage, qui a la responsabilité de la direction et/ou du contrôle de l'exécution du projet et à qui le maître d'ouvrage peut déléguer des droits ou des compétences au titre du projet.

OBLIGATIONS DU PROGRAMME

ARTICLE 1 : OBLIGATIONS GENERALES

1.1 Le Programme étudiera dans les meilleurs délais toute requête du Bénéficiaire transmise suivant les modalités décrites à l'appendice A « Comment collaborer avec le Programme » de la présente Charte.

1.2 Ces requêtes devront parvenir au Programme sous format électronique et comprendre les annexes I,III, V et VIII du modèle de Convention téléchargeable sur le lien internet : <http://pfbc-cbfp.org/actualites/items/PKFW-F.html>

1.3 L'analyse des requêtes sera un processus transparent basé sur une grille de critères prédéfinis qui seront, le cas échéant, précisés et publiés sur le site Web du Programme.

1.4 Le Programme s'engage à donner sa réponse aux requêtes du bénéficiaire dans un délai de un mois à compter de sa réception.

1.5 En cas de réponse positive du Programme, et après un processus de négociation avec le Bénéficiaire une description de l'Intervention, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un cadre logique propre à l'Intervention seront négociés et convenus par les deux parties à travers un modèle de Convention téléchargeable sur le lien internet : <http://pfbc-cbfp.org/actualites/items/PKFW-F.html>

1.6 Une fois la Convention signée, le Programme s'engage à :

- contractualiser, dans le respect des procédures financières décrites à l'annexe IV du modèle de Convention, les prestataires nécessaires à la mise en œuvre planifiée des activités faisant partie de l'Intervention ;
- informer régulièrement le Bénéficiaire, de l'état d'avancement de ces contrats et lui faire part, le cas échéant, de toute difficulté rencontrée qu'il juge bon de lui communiquer ;
- proposer, en cas de nécessité, tout avenant indispensable à la bonne exécution de l'Intervention ;
- apporter au Bénéficiaire, tout l'appui possible à la mise en œuvre de l'Intervention, en particulier dans l'exécution des contrats.

OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Une fois la Convention signée, le Bénéficiaire s'engage à :

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS GENERALES

2.1 Le Bénéficiaire facilite et/ou participe à la mise en œuvre de l'Intervention selon les meilleures pratiques dans le domaine de l'exploitation certifiée des forêts, et en conformité avec la description de l'Intervention qui figure en annexe I de la Convention, pour atteindre les objectifs qui y sont fixés.

2.2 A cette fin le Bénéficiaire mobilise toutes les ressources financières (en cas de co-financement), humaines et matérielles nécessaires à la complète réalisation de l'Intervention, telles que spécifiées dans la description de l'Intervention, annexe I de la Convention

2.3 Si une partie de l'Intervention est déléguée au Bénéficiaire, il agit soit par ses propres moyens soit en partenariat avec une ou plusieurs ONG ou avec d'autres organisations identifiées dans la description de l'Intervention.

2.4 Lorsque la mise en œuvre de l'Intervention donne lieu à la conclusion de soutiens financiers à des tiers par le Bénéficiaire, le Programme ne reconnaît aucun lien contractuel entre lui et le ou les contractants du Bénéficiaire.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS D'INFORMATION ET PRESENTATION DES RAPPORTS NARRATIFS ET FINANCIERS

3.1 Le Bénéficiaire fournit au Programme toutes les informations requises relatives à la mise en œuvre de l'Intervention. A cet effet, il établit de son point de vue, des rapports intermédiaires ainsi qu'un rapport final de l'Intervention. Ces rapports sont constitués d'une partie narrative et éventuellement (en cas de subvention ou de soutiens financiers à des tiers) d'une partie financière et rédigés conformément au modèle joint en annexe VI. Chaque rapport donne un compte rendu complet de tous les aspects de la mise en œuvre de l'Intervention pendant la période sur laquelle il porte.

3.2 Le Programme peut demander à tout moment des informations complémentaires, qui sont fournies dans un délai de 30 jours après la demande.

3.3 Les rapports sont rédigés en français. Ils sont remis au Programme aux échéances suivantes :

- rapports trimestriels intermédiaires à échéance de 30 jours après le trimestre écoulé ;
- rapport final à échéance de 45 jours après le terme de la période d'exécution de l'Intervention prévue à l'annexe I.

3.4 Toute exigence supplémentaire en matière de rapports est indiquée dans les Conditions Particulières de la Convention.

3.5 Si, à la date prévue par l'article 3.3 pour la présentation des rapports, le Bénéficiaire ne s'est pas acquitté de cette obligation et n'a pas fourni une explication écrite acceptable et suffisante sur les raisons qui l'en ont empêché, le Programme peut résilier la Convention. et procéder au recouvrement éventuel des montants déjà payés et non justifiés.

3.6 Le Bénéficiaire s'engage à respecter une attitude neutre vis-à-vis des partenaires du Programme. En particulier, il ne cherchera pas à influencer la communication d'un autre partenaire vis-à-vis du Programme.

ARTICLE 4 – RESPONSABILITE

4.1 Le Programme ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenu pour responsable des dommages causés au personnel ou aux biens du Bénéficiaire lors de la

mise en œuvre ou à la suite de l'Intervention. En conséquence, aucune demande d'indemnité n'est admise pour ces motifs par le Programme.

4.2 Le Bénéficiaire est seul responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de la mise en œuvre ou à la suite de l'Intervention. Le Bénéficiaire dégage le Programme de toute responsabilité liée à toute réclamation ou poursuite résultant d'une infraction à des lois ou règlements commise par lui-même, par ses employés ou par les personnes à leur charge, ou d'une violation des droits des tiers.

ARTICLE 5 – CONFLIT D'INTERETS

5.1 Le Bénéficiaire s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts et fait connaître au Programme, sans délai, toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts.

5.2 Il y a conflit d'intérêts lorsque l'exercice impartial et objectif des fonctions de toute personne au titre de la présente Charte est compromis pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou pour tout autre motif de communauté d'intérêt avec une autre personne.

ARTICLE 6 – CONFIDENTIALITE

6.1 Le Programme et le Bénéficiaire s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel qui leur sont communiqués à titre confidentiel. Sauf instruction contraire expresse d'une des parties, les informations échangées ne sont pas réputées confidentielles.

ARTICLE 7 – VISIBILITE

7.1 Le Bénéficiaire mentionne l'Intervention et la contribution financière de La KFW/COMIFAC dans ses rapports internes et annuels, et lors des contacts éventuels avec les médias.

7.2 Toute communication ou publication du Bénéficiaire concernant l'Intervention, y compris lors d'une conférence ou d'un séminaire, doit mentionner qu'elle concerne une activité qui fait l'objet d'un soutien financier de la part de la KFW/COMIFAC. Toute publication du Bénéficiaire, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, y compris par l'Internet, doit porter la mention suivante : *"Ce document a été réalisé avec l'aide financière de la KFW/COMIFAC. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité de <nom du Bénéficiaire> et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de la KFW ou de la COMIFAC."*

7.3 Le Bénéficiaire autorise le Programme à publier sur son site web, son nom et son adresse, l'objet de l'appui, son montant maximal, le taux de financement des coûts éligibles de l'Intervention tels que stipulés à l'article 3.2 des Conditions Particulières de la convention ainsi que le rapport final. Il peut être dérogé à cette publication si elle risque d'attenter à la sécurité du Bénéficiaire ou de porter préjudice à ses intérêts commerciaux.

ARTICLE 8 – PROPRIETE ET UTILISATION DES RESULTATS DE L'INTERVENTION ET DES EQUIPEMENTS

8.1 La propriété, les titres et les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats de l'Intervention et des rapports et autres documents concernant celle-ci sont dévolus au Bénéficiaire, pour autant que sa participation aux résultats soit établie.

8.2 Le Bénéficiaire octroie au Programme, le droit d'utiliser comme il le juge bon tout document sous quelque forme que ce soit dérivés de l'Intervention, sous réserve de l'article 6 et dans le respect des droits de propriété industrielle et intellectuelle préexistants.

ARTICLE 9 – EVALUATION/SUIVI

9.1 Lorsqu'une évaluation intermédiaire ou ex post ou une mission de suivi est entreprise par le Programme ou la KFW/COMIFAC, le Bénéficiaire en sera informée au moins une semaine à l'avance. Il s'engage à mettre à la disposition des personnes mandatées une ou plusieurs personnes ressource et tout document ou information de nature à permettre à cette évaluation ou mission de suivi (y compris, en cas de subvention au Bénéficiaire les audits financiers) d'être menée à bonne fin.

9.2 Le rapport d'évaluation sera communiqué au Bénéficiaire.

ARTICLE 10 – PERIODE DE MISE EN ŒUVRE DE L'INTERVENTION, PROLONGATION, SUSPENSION, FORCE MAJEURE ET DATE D'ACHEVEMENT

10.1 La période de mise en œuvre de l'Intervention est stipulée à l'article 2 des Conditions Particulières de la Convention. Le Bénéficiaire informe sans délai le Programme de toute circonstance de nature à entraver ou retarder la mise en œuvre de l'Intervention. Il peut demander, au plus tard un mois avant la fin de la période de mise en œuvre de l'Intervention, une prolongation de cette période, en accompagnant sa demande de toutes les justifications nécessaires à son examen.

10.2 Le Bénéficiaire ou le Programme peuvent demander la suspension de la mise en œuvre de tout ou partie de l'Intervention si les circonstances, notamment de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou trop difficile ou dangereuse. Il en informe sans délai le Programme, en incluant toutes les précisions nécessaires. Chaque Partie peut alors résilier la Convention conformément à l'article 11.1. En l'absence de résiliation, le Bénéficiaire s'efforce de limiter la période de suspension, reprend la mise en œuvre dès que les conditions en sont réunies et en informe le Programme.

10.3 La période de mise en œuvre de l'Intervention est prolongée d'une durée équivalente à la période de suspension, sans préjudice de toute modification à la Convention qui pourrait être nécessaire pour adapter l'Intervention aux nouvelles conditions de mise en œuvre.

10.4 On entend par force majeure toute situation ou événement imprévisible et exceptionnel, indépendant de la volonté des Parties et non imputable à une faute ou une négligence de l'une d'elles (ou d'un de ses sous-contractants, mandataires ou employés), qui empêche l'une des Parties d'exécuter l'une de ses obligations contractuelles et qui n'a pu être surmonté en dépit de toute la diligence déployée. Les défauts ou délais de mise à disposition d'équipement ou de matériel, conflits du travail, grèves ou difficultés financières ne peuvent être invoqués comme cas de force majeure. Une Partie n'est pas considérée comme ayant manqué à ses obligations contractuelles si elle est empêchée par un cas de force majeure. La Partie confrontée à un cas de force majeure en avertit sans délai l'autre Partie, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles, et prend toute mesure pour minimiser les éventuels dommages.

10.5 Les obligations de paiement du Programme au titre de la Convention prennent fin au plus tard 3 mois après la fin de la période de mise en œuvre de l'Intervention telle que définie à l'article 2 des Conditions Particulières de la Convention sauf en cas de résiliation conformément à l'article 11.

10.6 En aucun cas, un paiement ne sera accepté au-delà du terme du Programme, prévu au plus tard, le 31 octobre 2015.

10.7 Le Programme notifie au Bénéficiaire tout report de la date d'achèvement.

ARTICLE 11 – RESILIATION DE LA CONVENTION

11.1 Si une Partie estime que la Conventionne peut plus être mise en œuvre de façon effective ou appropriée, elle consulte l'autre Partie. A défaut d'accord sur une solution, chaque Partie peut résilier la Convention moyennant un préavis écrit de deux mois et sans être tenue à une quelconque indemnité à ce titre.

11.2 Le Programme peut mettre fin à la Convention, sans préavis ni indemnité quelconque de sa part, dès lors que le Bénéficiaire :

- n'exécute pas une des obligations qui lui incombent, dès lors que cette inexécution n'est pas justifiée et que le Bénéficiaire, mis en demeure par lettre de respecter ses obligations, ne s'est toujours pas acquitté de celles-ci ou n'a pas fourni d'explication valable à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de l'envoi de cette lettre ;
- est en état ou fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire ou de concordat préventif, de cessation d'activité, ou est dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales ;
- fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant autorité de chose jugée pour tout délit affectant sa moralité professionnelle ou commet une faute grave en matière professionnelle, constatée par tout moyen justifié ;
- s'engage dans une activité quelconque de fraude, corruption, participation à une organisation criminelle ou toute autre activité illégale ;
- modifie sa personnalité, à moins qu'un avenant constatant cette modification ne soit établi ;
- fait des déclarations fausses ou incomplètes pour obtenir l'appui prévu dans la Convention ou fournit des rapports non conformes à la réalité ;
- d'une manière générale, porte atteinte au respect des principes de gestion durable des forêts (même dans des concessions non concernées par l'Intervention).

11.3 En cas de résiliation, le Bénéficiaire n'a droit qu'à la partie de l'appui correspondant à l'exécution partielle de l'Intervention, à l'exclusion des coûts liés aux engagements en cours mais destinés à être exécutés après la résiliation.

11.4 Toutefois, en cas de résiliation abusive de la Convention par le Bénéficiaire, le Programme peut exiger le remboursement total ou partiel des sommes déjà versées, proportionnellement à la gravité des manquements reprochés et après avoir mis le Bénéficiaire en mesure de présenter ses observations.

11.5 Préalablement ou alternativement à la résiliation prévue à cet article, le Programme peut suspendre les paiements à titre conservatoire et sans préavis.

ARTICLE 12 – DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES DIFFERENDS

12.1 Les Conventions sont soumises au droit du Cameroun, siège du Programme.

12.2 Les Parties mettent tout en œuvre pour régler à l'amiable tout différend survenant entre elles dans l'exécution d'une Convention. A cet effet, elles se communiquent par écrit leur position ainsi que toute solution qu'elles jugent possible, et se rencontrent à la demande de l'une d'elles. Chaque Partie doit répondre dans un délai de 30 jours à une demande de règlement à l'amiable. Passé ce délai ou si la tentative de règlement à l'amiable n'aboutit pas

dans un délai de 120 jours après la première demande, chaque Partie peut notifier à l'autre qu'elle considère que la procédure a échoué.

12.3 En cas d'échec des procédures mentionnées ci-dessus, chaque Partie peut soumettre le différend aux tribunaux du Cameroun.

DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 13 – APPUI FINANCIER - COUTS ELIGIBLES

13.1 L'appui financier du Programme et les coûts éligibles doivent répondre à tous les critères suivants:

a) se rapporter au cadre logique des activités financées par le Programme de Promotion de l'exploitation certifiée des forêts tel que présenté à l'annexe IX des conditions particulières des Conventions ;

b) avoir été effectivement encourus pendant la période de mise en œuvre de l'Intervention telle que définie à l'article 2 des Conditions Particulières de la Convention, à l'exception des coûts relatifs aux rapports finaux et aux vérifications des dépenses. Le paiement des coûts des contrats de biens/services/travaux utilisés/prestés/délivrés pendant la période de mise en œuvre doit être effectué au plus tard trois mois après la fin de la période de mise en œuvre de l'Intervention, tel que définie à l'article 2 des Conditions Particulières de la Convention ;

b) doivent être indiqués dans le budget global estimé pour l'Intervention tel que décrits à l'annexe III des conditions particulières de la Convention ;

c) être nécessaires pour la mise en œuvre de l'Intervention ;

d) doivent être identifiables et contrôlables, en particulier ils doivent (en cas de subvention au Bénéficiaire et/ou de soutiens financiers du Bénéficiaire à des tiers) être enregistrés dans les états de compte du Bénéficiaire : le Bénéficiaire doit alors, s'assurer que le rapport financier (tant intermédiaire que final) tel que requis par l'article 2 puisse être aisément réconcilié avec son système comptable et sa comptabilité et autres registres. A cet effet, le Bénéficiaire prépare et conserve aux fins d'inspection et de vérification, les justificatifs, ainsi que les inventaires, analyses et autres comptes détaillés, aux fins de réconciliation comptable.

e) doivent être raisonnables, justifiés et satisfaisant les exigences de bonne gestion financière, en particulier en terme d'économie et d'efficacité.

13.2 Dans le cas de subvention au Bénéficiaire et/ou de soutiens financiers du Bénéficiaire à des tiers, un rapport de vérification des dépenses de l'Intervention, produit par un contrôleur des comptes agréé, membre d'une association de surveillance du contrôle légal des comptes internationalement reconnue, peut être diligenté par le Programme et/ou la KFW/COMIFAC.

L'auditeur examine si les coûts déclarés par le Bénéficiaire sont réels, correctement enregistrés et éligibles conformément aux dispositions de la Charte et de la Convention, et établit un rapport de vérification des dépenses.

En cas de coûts inéligibles, le Bénéficiaire s'engage à rembourser le Programme de leurs montants. Ce n'est qu'une fois ces coûts remboursés que le Programme procédera à la main levée des éventuelles garanties bancaires mise en place suivant le modèle de l'annexe VII des conditions particulières de la Convention

ARTICLE 13 – MODIFICATION DE LA CHARTE

Toute modification de la Charte, y compris ses appendices, doit être établie par écrit et faire l'objet d'un avenant.

Lorsque la demande de modification émane du Bénéficiaire, celui-ci doit l'adresser au Programme un mois avant la date à laquelle la modification devrait prendre effet, sauf dans des cas dûment justifiés par le Bénéficiaire et acceptés par le Programme.

Appendices :

Appendice A : « Comment collaborer avec le Programme »

Appendice B : cadre logique du Programme

Pour le Bénéficiaire

Nom

Fonction

Signature

Date

Pour le Programme

Nom

Fonction

Signature

Date

Pour la COMIFAC

Nom

Fonction

Signature

Date

Appendice A : « COMMENT COLLABORER AVEC LE PROGRAMME »

1.Critères d'éligibilité	12
1.1 Éligibilité des demandeurs : qui peut présenter une requête ?.....	12
1.2 Partenariat et éligibilité des partenaires.....	13
1.3 Éligibilité des activités : pour quelles activités une requête peut-elle être présentée?.....	13
 2. Présentation de la requête et procédures à suivre.....	15
2.1 Contenu de la requête	15
2.2 Evaluation de la requête.....	15
2.3 Où et comment envoyer la requête.....	16
 3. Communication de la decision du Programme.....	17

1. RÈGLES APPLICABLES A LA PRESENTATION D'UNE REQUÊTE

Il existe trois séries de critères d'éligibilité, qui concernent respectivement :

- les demandeurs pouvant présenter une requête ;
- les interventions pouvant bénéficier d'un appui du Programme ;
- les types de coûts pouvant être pris en compte dans le montant de l'appui.

Ces critères seront régulièrement mis à jour publiés sur le site web du Programme.

1.1 Éligibilité des demandeurs : qui peut présenter une requête?

Le demandeur doit satisfaire aux conditions suivantes pour pouvoir prétendre à un appui du Programme

- être une personne morale ou une entité n'ayant pas la personnalité juridique³ ;
- appartenir à la/l'une des catégorie(s) suivante(s) : sociétés privées du secteur forestier (concessionnaires), organisations non gouvernementales, opérateurs du secteur public, collectivités territoriales, organisations internationales (intergouvernementales) qui ont un lien avec la gestion durable et la certification forestière ;
- opérer dans la couverture géographique du Programme : Cameroun, Congo, RCA et RDC
- être directement impliqué dans la préparation et de la gestion de l'Intervention et ne pas se limiter à un rôle d'intermédiaire. ;
- avoir signé la Charte du Programme ;
- ne peuvent être bénéficiaire d'un appui du Programme, les demandeurs potentiels qui se trouveraient dans une des situations ci-dessous :
 - ✓ est en état ou fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire ou de concordat préventif, de cessation d'activité, ou est dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales ;
 - ✓ fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant autorité de chose jugée pour tout délit affectant sa moralité professionnelle ou commet une faute grave en matière professionnelle, constatée par tout moyen justifié ;
 - ✓ être engagé dans une activité quelconque de fraude, corruption, participation à une organisation criminelle ou toute autre activité illégale ;
 - ✓ d'une manière générale, porter atteinte au respect des principes de gestion durable des forêts.

Les demandeurs doivent accompagner leur requête par une déclaration sur l'honneur attestant qu'ils ne se trouvent pas dans aucune des situations.

³ Dès lors que les personnes représentant cette entité aient la capacité de prendre des décisions en son nom et en assument la responsabilité financière.

1.2 Partenariats et éligibilité des partenaires

Les demandeurs peuvent agir soit individuellement, soit avec des entités partenaires.

Les partenaires des demandeurs participent à la définition et à la mise en œuvre de l'intervention, et les coûts qu'ils encourrent sont éligibles au même titre que ceux encourus par le Bénéficiaire. Ils doivent donc satisfaire aux mêmes critères d'éligibilité que les demandeurs.

Les Bénéficiaires de l'appui du Programme ont la possibilité d'attribuer des soutiens financiers à des partenaires. Ces soutiens sont alors soumis aux règles de passation de marchés énoncées à l'annexe IV de la Charte.

1.3 Éligibilité des interventions : pour quelles interventions une requête peut-elle être présentée ?

Définition: une intervention comprend une série d'activités.

Secteurs ou thèmes

Les secteurs ou thèmes spécifiques des interventions doivent se rapporter aux objectifs ci-dessus du Programme.

Couverture géographique

Les activités doivent être mises en œuvre dans un ou plusieurs des pays suivants : Cameroun, République du Congo, République Centre Africaine, République démocratique du Congo.

D'autres pays pourront éventuellement s'ajouter à l'aire d'intervention du Programme.

Types d'activités

Types d'activités éligibles

Les Bénéficiaires doivent présenter une requête en lien avec les objectifs décrits au paragraphe 1.

Domaine de la gestion industrielle (liste non exhaustive)

- préparation à un pré-audit ou audit initial pour les entreprises non certifiées ;
- assistance aux entreprises déjà certifiées durant la période de validation des nouveaux PCI FSC régionaux (audit à blanc selon les nouveaux PCI) ;
- vérification de la conformité FLEGT pour les entreprises certifiées concernées par les APV ;
- coaching du responsable communication dans l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre du plan de communication de l'entreprise ;
- analyse du respect actuel des consignes d'exploitation à faible impact et proposer un plan de formation par type de métier ;
- proposer des améliorations dans le système de traçabilité ;
- former des personnes relais au niveau de l'entreprise en matière de communication (interne et externe) ;

- formation en ISO 9001 et audit interne (avec accent sur l'élaboration et mise en place de procédures) ;
- pour les entreprises non certifiées, formation théorique d'introduction à la certification auprès des aménagistes ou responsables de la certification ;
- formation des administrations forestières, Ongs de veille environnementales, observateurs indépendants, groupes de travail de la COMIFAC, etc.
- formation en gestion des conflits ;
- appui à la surveillance de l'exploitation illégale du bois ;
- coaching et suivi des formations sur le terrain.

Domaine du social (liste non exhaustive)

- appui à la résolution d'anciens conflits et proposition d'approche des communautés riveraines ;
- analyse de la situation sociale interne à l'entreprise et propositions d'actions ;
- sensibilisation HIV/SIDA au sein du personnel et de personnes relais aux villages, élaboration d'une stratégie en matière de santé / hygiène ;
- assistance à la mise en place d'un plan d'action HSE (hygiène, santé, environnement) sous forme de coaching ;
- promouvoir des mécanismes permettant d'engager toutes les communautés dans le processus CLIP et de créer une culture de la participation (cartographie participative, négociations de compensations, etc.) ;
- favoriser des protocoles de collaboration entre les communautés riveraines et des opérateurs de développements locaux (structure de micro-finance, centre de services autogérés, commerçants, etc.) ;
- formations techniques dédiées aux microprojets (artisanat des FPNL, production agricole, pisciculture, apiculture petit élevage,...) ;
- formation d'auxiliaires villageois de santé animale (prophylaxie et vaccination des animaux d'élevage avec effet de protection de la faune sauvage).

Domaine de l'environnement (liste non exhaustive)

- production de matériel audio-visuel adapté à la situation locale et formation d'équipes de sensibilisation (type road-show avec projections audiovisuels dans les villages) ;
- apprendre aux responsables faune et de lutte anti-braconnage comment communiquer avec les populations et faire passer des messages ;
- appui à l'identification des FHVC dans les concessions (définitions des FHVC et élaboration de boîtes à outils) ;
- appui au socle scientifique, référentiel de la biodiversité : étude comparative mode de gestion (forêt intacte ; Parc national ; concession ordinaire ; concession avec autorisation FLEGT ; Concession FSC ; forêt communale ; forêt communautaire), analyse des modes de suivis (placettes permanentes, transects, etc.) ;
- appui à la mise en place de dispositifs de recherche ;
- étude de mécanismes de fiscalité incitative en faveur de la biodiversité.

Types d'activités non éligibles :

Une liste négative d'activités sera régulièrement publiée, à titre indicatif :

- le financement direct des projets sociaux (écoles, postes de santé) ;

- l'ouverture de pistes ;
- l'élaboration d'un plan d'aménagement ;
- réalisation de l'étude d'impact environnemental ;
- inventaires ;
- la construction d'un site web pour l'entreprise ;
- la rédaction du manuel de procédures de l'entreprise ;
- appui à la formation (militaire) des écoguardes ;
- formation en secourisme ;
- de manière générale toute activité qui relève de la responsabilité du concessionnaire (*)

(*) Le Programme ne peut en effet induire de distorsion compétitive entre les entreprises forestières.

2. PRÉSENTATION DE LA REQUÊTE ET PROCÉDURES À SUIVRE

2.1 Contenu de la requête

La requête doit comprendre :

- la description de l'Intervention (annexe I du modèle de Convention) le budget (annexe III du modèle de Convention)
- le cadre logique de l'Intervention (annexe VIII de la Convention)
- la fiche d'identité légale (annexe V de la Convention)

Les modèles d'annexes sont téléchargeables sur le lien internet : <http://pfbc-cbfp.org/actualites/items/PKFW-F.html>

2.2 Evaluation de la requête

L'évaluation de la requête couvrira la pertinence de l'Intervention, ses mérites et son efficacité, sa viabilité et sa durabilité. La requête se verra attribuer une note globale sur 100 points conformément à la ventilation fournie dans la grille d'évaluation ci-dessous.

A titre indicatif, les critères d'évaluation sont divisés par rubriques et sous-rubriques. Chaque sous-rubrique se verra attribuée une note comprise entre 1 et 5 conformément aux catégories d'évaluation: 1=très faible; 2=faible; 3=satisfaisant; 4=bon; 5=très bon

Rubrique	Note maximum
1. Capacité financière et opérationnelle	20
1.1 Le demandeur et ses partenaires possèdent-ils une expérience en gestion suffisante ?	5
1.2 Le demandeur et ses partenaires possèdent-ils une expertise technique suffisante ? (notamment, une connaissance des questions à traiter)	5
1.3 Le demandeur et ses partenaires possèdent-ils une capacité de gestion suffisante ?	5
1.4 Le demandeur dispose-t-il de sources de financement stables et suffisantes ?	5
2. Pertinence	25
2.1 La requête est-elle pertinente par rapport aux objectifs du Programme?	10

2.2 La requête est-elle pertinente par rapport aux besoins et contraintes spécifiques du/des pays ou région(s) cible(s) ?	5
2.3 Les intervenants, groupes cibles et les bénéficiaires finaux proposés sont-ils clairement définis et leur choix est-il pertinent d'un point de vue stratégique ? Leurs besoins sont-ils clairement définis et la requête y répond-elle de façon pertinente ?	10
3. Méthodologie	25
3.1 Les activités proposées sont-elles appropriées, pratiques et cohérentes avec les objectifs et résultats escomptés ?	5
3.2 La conception de l'Intervention est-elle globalement cohérente?	5
3.3 Le niveau d' implication et de participation aux activités des partenaires est-il satisfaisant ?	5
3.4 Le plan d'Intervention est-il clair et faisable?	5
3.5 La requête inclut-elle des indicateurs objectivement vérifiables adéquats pour mesurer les résultats de l'action ?	5
4. Durabilité	15
4.1 L'Intervention est-elle susceptible d'avoir un impact tangible sur les groupes cibles ?	5
4.2 L'Intervention est-elle susceptible d'avoir des effets multiplicateurs ? (notamment probabilité de reproduction et d'extension des résultats de l'Intervention ainsi que diffusion d'informations).	5
4.3 Les résultats attendus de l'Intervention proposée sont-ils durables ? - d'un point de vue financier (<i>Comment seront financées les activités à la fin de l'appui du Programme ?</i>) - d'un point de vue institutionnel (<i>existera-t-il des structures permettant la poursuite des activités à la fin de l'Intervention ? Y aura-t-il une « appropriation » locale des résultats de l'Intervention ?</i>) - au niveau politique (le cas échéant) (<i>quel sera l'impact structurel de l'Intervention– par exemple va-t-elle résulter en de meilleures lois, codes de conduite, méthodes, etc. ?</i>)	5
5. Budget et rapport coût-efficacité	15
5.1 Le rapport entre les coûts estimés et les résultats attendus est-il satisfaisant ?	5
5.2 Les dépenses proposées sont-elles nécessaires pour la réalisation de l'Intervention ?	10
Note globale maximum	100

Des clarifications ne seront demandées que lorsque l'information fournie n'est pas claire et donc ne permet pas au Programme de conduire une évaluation objective

Les demandes rédigées à la main ne seront pas acceptées.

2.3 Où et comment envoyer la requête

La requête doit être envoyée exclusivement par email à l'adresse suivante :

ppecf.comifac@gmail.com

Le dossier de requête doit impérativement comprendre :

- la note de présentation (annexe I de la Charte)

- le budget (annexe III de la Charte)
- le cadre logique (annexe VIII de la Charte)
- la fiche d'identité légale (annexe V de la Charte)

3. DÉCISION DU PROGRAMME

Les demandeurs seront avisés par écrit de la décision prise par le Programme au sujet de leur requête et les raisons de cette décision.

Suite à la décision d'attribution d'un appui, une **Convention** sera proposée au Bénéficiaire sur base du modèle téléchargeable sur le lien internet <http://pfbc-cbfp.org/actualites/items/PKFW-F.html>

Par la signature de cette Convention, le Bénéficiaire déclare accepter, les conditions contractuelles de la Convention et celles énoncées à la Charte (annexe II de la Convention).

Lorsque la mise en œuvre d'un appui nécessite la passation de marchés, ils seront attribués dans le respect des principes de transparence, d'égalité de traitement entre les contractants potentiels et en veillant à l'absence de conflits d'intérêts. A cet effet, le Programme appliquera les procédures énoncées à l'annexe IV de la Convention.

Appendice B : cadre logique du Programme

Voir annexe IX